ARCHIVES DE PARIS

Collection Granger

Siège de Paris
(1870-1889)

D89Z 1 à 2

DOCUMENTS MIS AU COFFRE

Répertoire numérique
établi par P. Verdier

1994

Documents librement communicables

PRESENTATION

Le fonds qui est ici inventorié, et qui se compose de deux cartons Cauchard, est entré aux Archives de Paris par achat le 26 décembre 1986. Aucune cote ne lui ayant été attribuée alors, il a été enregistré rétrospectivement sous la cote D.89 Z (coffre n°100).

Les documents ont été acquis auprès de la librairie Charavay, mais semblent provenir - ainsi qu'il en a été fait mention dans le *Rapport annuel* des Archives de Paris de 1986 - des archives de la famille d'Ernest Granger. Ce dernier, d'après la notice biographique qui figure dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*[1], appartenait au noyau blanquiste. Parti à Londres après la Commune, il rentre à Paris quelques mois avant l'amnistie de 1880. Ami proche de Blanqui, il devient ensuite l'un des organisateurs du Comité révolutionnaire central et apparaît, après la mort du général Eudes (1883), comme l'un des chefs de file du blanquisme. En 1889, il fonde le Comité central socialiste révolutionnaire, proche du boulangisme et notamment de Rochefort. Il devient député boulangiste en 1889. La notice indique qu'il vivait toujours en 1911.

Les documents portent sur la période du siège de Paris, de la Commune, puis de la proscription (à Londres, Genève, Jersey), enfin concernent l'époque où Granger partage certaines des activités politiques de Blanqui et reprend part à la vie politique (Ligue pour l'abolition de l'armée permanente).

De nombreux procès-verbaux de séances de ces diverses sociétés ont été conservés, qui jettent un éclairage nouveau sur les années postérieures à la Commune, et sur les rapports avec le mouvement socialiste et l'*Internationale*.

Le plan d'ensemble, antérieur à l'achat par les Archives de Paris, a été respecté : c'est-à-dire qu'on a gardé les intitulés des dossiers, lorsque ceux-ci ont été conservés. A l'intérieur de chacun, les pièces ont été classées dans un ordre chronologique plus ou moins strict. Les mentions originelles (numéros inscrits, lettres etc.) ont été indiquées dans l'inventaire, ce qui permet d'appréhender les lacunes éventuelles.

Les pièces n'ont pas toutes été inventoriées dans la même optique : certaines sont décrites en détail, pièce à pièce (notamment celles des particuliers pendant le siège), alors que les procès-verbaux de séances d'assemblées, documents sériels, ont été plus sommairement traités.

[1] Sous la direction de Jean Maîtron, tome 6, p.233.

FONDS COMPLÉMENTAIRES CONSERVES AUX ARCHIVES DE PARIS[2]

Il ne s'agit pas ici d'indiquer de façon exhaustive tous les fonds concernant la période et conservés aux Archives de Paris, mais à tout le moins d'en énumérer les principaux :

- *Sources d'archives*

Le fichier général comporte un assez grand nombre de fiches qui donnent des références aux nombreux AZ ou DZ qui concernent la période (non mentionné dans les fiches, le fonds Biard, D.83 Z, comporte dans son article 3 des documents relatifs à la Garde nationale), ainsi qu'aux fonds des familles, dont une partie - notamment la correspondance - peut s'avérer une source non négligeable (D.E1 fonds Bersier, D.E1 fonds Borne, par exemple).

V.D 3, art. 10-22 : le fonds est méconnu, parce que doté d'un instrument de recherche plus que rudimentaire (repérage de cartons fait en 1972) ; il comporte cependant une série de photographies de fusillés, et des documents relatifs aux ambulances ou aux inhumations de gardes nationaux...

Mentionnons encore les cinq registres relatifs aux gardes nationaux de 1871 (même sous-série), ainsi que les atlas (de même provenance, cotés à l'origine en V.D 3, puis classés ailleurs pour des raisons matérielles) : *atlas n°144, et atlas n°527-533* (affiches officielles de la Commune).

On pourra également voir les V.4E (état civil), dont les actes furent bâtonnés et enregistrés, en vertu de l'art.1 de la loi du 19 juillet 1871, par les Versaillais après l'échec de la semaine sanglante. Une étude approfondie, arrondissement par arrondissement, permettrait d'approcher le nombre des tués, ainsi que leur origine sociale, etc.

Dans la sous-série Enfants assistés sont conservés les registres des enfants secourus du département de la Seine, et, quoique de façon non exhaustive, leurs dossiers. Une étude approfondie permettrait de cerner le nombre des placements d'enfants et les motifs : à partir d'août 1871 essentiellement, quand la répression contre les Communards s'organise et devient systématique.

Dans la sous-série V.M, il convient de regarder les dossiers de travaux effectués pour réparer des dégâts causés par l'Insurrection (V.64 M 32, et V.73 M 32, V.40 M 1, [un carton concerne la période : ambulances, baraquements, campements, réquisitions, approvisionnement, dépenses de réparation des dégâts, etc.], V. M 87, V.M 92 (l'article 1 comporte des listes de monuments à restaurer après les événements de 1870), etc. Il faudrait dépouiller de manière approfondie cette sous-série.

Le versement du Gouvernement militaire de Paris-1er Conseil de guerre, coté selon la "classification Pérotin", 28article n°50article n°2, conserve, dans son article 1, les procès de Communards - indication de l'état civil, profession, chef d'accusation et condamnation.

---

[2] Les fonds qui ont été recensés ici doivent beaucoup aux indications de Brigitte Lainé.
Les autres fonds, conservés dans d'autres institutions patrimoniales de la Ville de Paris, ne font pas l'objet de la présente recension. Cependant, un travail sur cette période gagnerait à mentionner les fonds du musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, qui réalisa une exposition à l'occasion du centenaire, ainsi qu'un catalogue (1971) ; une autre publication, *Catalogue d'une importante collection de livres (...) la Commune de Paris* (Paris, Magis, 1972), esquisse, en citant des sources imprimées juste après les événements, une sorte de bibliographie de la Commune. Il reste aussi à mentionner les fonds - importants - conservés par la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, la Bibliothèque administrative de la Ville de Paris, le musée Carnavalet et les indispensables archives de la Préfecture de Police.

Pour la sous-série VO NC, il faut se référer à l'inventaire réalisé en 1993 sous la direction de F. Banat : p.162, une liste des cartons concernant l'insurrection est donnée, à laquelle on pourra ajouter les articles 151, 190 (dossier mentionnant des éboulements dans des carrières ayant servi de sépulture aux fusillés) et 218.

Dans le D.Q1, art.17, on trouvera des renseignements relatifs aux indemnités accordées aux victimes des événements de 1870-1871 (en l'absence d'autres précisions, vérifier s'il s'agit de la guerre ou de la Commune).

En sous-série D.Q7 (Enregistrement), on trouve les registres de recettes des actes civils publics (1870-1871), des actes sous seing privé, de consignation de droits, de droits de timbre etc., sous les cotes D.Q7 26 638 à 26 672 (se reporter aux inventaires particuliers pour le détail).

D.R (affaires militaires) concerne partiellement la Commune : se reporter aux inventaires détaillés, notamment des sous-séries D.R 2, D.1 R 4, D.2 R 4 (un thème *correspondances*, un autre *insurrection*), D.3 R 4 (livres d'ordres et contrôle de la Garde nationale, secours : voir l'inventaire de M. Debofle), D.R 6 (dommages de guerre : fonds très volumineux, dépourvu d'inventaire à ce jour), V.H 4 (organisation de la Garde nationale). En D.5 R6, coté pour des raisons matérielles en périodique, on trouve le Bulletin de la Municipalité de Paris, n°2-14 (26 septembre-28 octobre 1870) : Per 680.

Dans la sous-série D.U1, actes de juridiction gracieuse, sont conservés des actes concernant la tutelle des enfants de proscrits. Se reporter aux inventaires (un inventaire pour chacune des justices de paix).

D.1U6 : jugements du tribunal correctionnel, registres 8-13 (8 : mars-juillet 1871.)

D.2U6 : pour avoir accès à cette source, il convient de consulter le fichier et l'inventaire des pièces saisies [art.23, Van Heddegem est condamné pour affiliation à l'Internationale (4article n°3article n°1873) ; art.51, Finance, Bazille (alias Jules Guesde) et Coueste, pour association illicite et affiliation à l'Internationale (24article n°10article n°1878); art.53, Chevassux est condamné pour publication interdite (29article n°11article n°1879).]

D.3U6 est une source également importante ; on y trouvera les dossiers de non-lieu.

D.2 U8, dossiers des affaires jugées par la cour d'assises de la Seine, à partir de 1863

Cour d'appel de Paris, arrêts civils, D.1U9 ; arrêts correctionnels, D.3U9 ; dossiers d'appels correctionnels, D.4U9. Arrêts de la chambre d'accusation, D.5U9. D.6U9, ordonnances de non-lieu[3].

En D.2 X 2, art.3, il y a des renseignements sur les secours apportés aux orphelins de la guerre de 1870 et des ouvriers sans travail pendant la même période ; l'inventaire ne permet pas de cerner davantage les événements parisiens.

Dans la sous-série D.Y (prisons), sont mentionnés, dans les registres d'écrous de la Petite Roquette, les gardes nationaux désarmés qui avaient été favorables aux Versaillais et à ce titre emprisonnés par les autorités de la Commune[4].

Les papiers donnés par la famille Duruflé en 1994 et enregistrés sous la cote D.90 Z (coffre n°109) ont un rapport direct avec les événements mentionnés ici, puisqu'il s'agit de 49 lettres écrites pendant le siège de Paris et dont certaines ont été envoyées par ballon. Il existe des

[3]Il faudrait faire des sondages dans cette sous-série, les inventaires ne permettant pas de cerner plus précisément les événements de la Commune.
[4] D.Y, répertoire numérique détaillé, par Philippe Grand.

reproductions de ces documents qui constituent un témoignage très important sur l'état d'esprit de la population et sur la vie quotidienne pendant le siège.

- *Sources imprimées*[5]

Il s'agit essentiellement de réglementation. Les références valent pour les années 1870-1871 et pas seulement pour la Commune.

Almanach national (année 1872), Per 221

Arrêtés préfectoraux : D.4K2. Une certaine confusion règne dans cette sous-série, attendu que trois types de documents (actes enregistrés, minutes ordinaires classées par ordre chronologique et par ordre alphabétique) sont classés ensemble : on a donc, pour la période considérée, trois fois la même cote (D.4K2 art.1-2 pour la période 1871-1872)

Bulletin des lois, D.1K1, art. 254-260

Bulletin de statistiques municipales (1870-1871), Per 54 ; (1872-1873), Per 54.

Décrets et décisions du Conseil d'Etat [double le *Journal Officiel*] : D.2K2, art.4 (1935-1970), et 5 (1871-1872).

Journal officiel : D.3K1, art. 3 à 5 ; réimpression du Journal officiel de la Commune, 10 mars-24 mai 1871, Per 66.

Mémoires du préfet au Conseil municipal, V. 3D1, art.1

Mémoires du préfet au Conseil général (1871), D.3N1, art.1

Procès-verbaux du Conseil général de la Seine (année 1871)

Procès-verbaux du Conseil municipal, V.1D1, art.1

Recueil des actes administratifs : D1K3, art.28 (1870-1871)

Les narrations de certains témoins de l'époque constituent également des sources de première main ; celle de Lissagaray notamment, en usuel en salle de lecture, Us. K 11.

- *CHRONOLOGIE SOMMAIRE*

1870
19 juillet : déclaration de guerre à la Prusse
30 août-2 sept : bataille de Sedan
4 septembre : déchéance de l'Empire. Proclamation de la république
19 septembre : début du siège de Paris
27 octobre : capitulation de Metz

1871
28 janvier : armistice et capitulation de Paris
12 février : réunion de l'Assemblée nationale à Bordeaux
17 février : Thiers chef du gouvernement
3 mars : formation du Comité central de la garde nationale à Paris

[5]Il ne s'agit pas de faire la bibliographie de la période ; on pourra toutefois se reporter au fichier de la bibliothèque des Archives de Paris, qui comporte un grand nombre de références sur le sujet. A l'occasion du centenaire de la Commune, de nombreuses publications ont d'autre part fait le point sur l'état actuel des connaissances sur le sujet (la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, par exemple, a publié dans son volume de 1972, tome 19, [sous la cote Per 133 à la bibliothèque] les actes du colloque tenu à Strasbourg l'année précédente.)

18 mars : Thiers veut désarmer la Garde nationale ; insurrection de Paris
28 mars : élection du Conseil municipal, la Commune
5 avril : décret des otages
21-28 mai : entrée des versaillais à Paris. Semaine sanglante.
16-24 mai : massacre des otages
23 mai : incendies de nombreux édifices
août : début des procès contre les Communards par les conseils de guerre
1879-1880 : lois d'amnistie.

Pascale Verdier, conservateur du Patrimoine,

Paris, novembre 1994.

D89Z/1

Dossier intitulé "Défense"[6]1870

Compte rendu par Rochat, secrétaire du comité du 2e arrondissement, d'une réunion tenue Cour des miracles, où un militant, Durand, propose divers moyens de résister au siège prussien (bombes Orsini, ballons qui lanceraient des tonneaux de potasse sur les lignes ennemies) et où un autre militant propose de réquisitionner tous les chevaux de luxe

s.d.

Rapports de la commission d'enquête (dont Camélinat, Hamet, Brière et Portalié) au Comité central républicain sur les dépôts de subsistances à Ferrière-Grignon à la veille du siège de Paris : personne n'a pu les recevoir (11 septembre 1870) ; et sur les subsistances dans les territoires proches de l'ennemi : état des stocks de farine à Essonnes, dans divers moulins, et à Corbeil ; ces vivres doivent être acheminés vers Paris

13 septembre 1870

Lettre du militant Auguste Beauchery qui se plaint de ce qu'on donne au peuple des fusils ancien modèle alors que "les capitalistes" ont des fusils dits "à tabatière"

10 septembre 1870

Lettre du nommé Leclerc, qui propose que l'on introduise des mèches dans les "cartouches rondes de la grosseur d'une balle d'enfant", afin d'en faire des projectiles que tous les gardes-nationaux pourraient lancer sur les prussiens *s.d.*

Dessin anonyme d'un "wagon barricade" dont les roues seraient protégées des boulets par des plaques (s.d.)

Lettre de Naturel, architecte et "créole de l'Ile Bourbon qui attend toujours son fusil", adressée au Comité d'initiative : il propose de faire disparaître le nom des rues afin d'arrêter les Prussiens s'ils entraient dans Paris

4 septembre 1870

Rapport du comité de défense nationale du 18e arrondissement, dont le président est le citoyen Boullanger, au gouvernement provisoire : diverses mesures ont été évoquées, comme la confiscation des biens des gens ayant quitté Paris au profit des combattants ou de leur famille ;

[6] Ce sont des lettres adressées par des particuliers au Comité de défense nationale et proposant diverses mesures visant à empêcher les troupes prussiennes d'entrer dans Paris

armement de tous les citoyens valides, y compris étrangers - les autres, "bouches inutiles", n'ont qu'à quitter Paris.

11 septembre 1870

Notes au Comité républicain, par Henri-Auguste Leroy, administrateur du *Livre d'or des peuples* : il propose de développer la "formule sacramentelle de la République", de séparer l'Eglise de l'Etat (protestations contre Darboy, "archevêque de la cocotte impériale"), de laisser durer le Gouvernement de la défense nationale - il faut attendre pour voter une "constituante quelconque" ; celle-ci devra comporter une assemblée nationale seule souveraine, dont les députés seront révocables à tout moment (.s.d.).

Note au Comité scientifique de la Défense, par E. Lanéry: on pourrait repousser l'armée ennemie par des moyens d'optique, tels des lentilles convergentes à grand foyer ou des miroirs paraboliques

26 septembre 1870

Busen propose d'utiliser des boulets asphyxiants, au prix minime et à la réalisation aisée (s.d.).

Rapport de M. Colas, artiste graveur, "sur la mission qu'[il s'est] chargé de remplir en faveur de la République" : résultats de ses démarches, visant à faire de la "propagande démocratique" dans les villages

26 septembre 1870

Propositions détaillées, signées M. Nicolas, de Lyon, au Comité de Défense nationale : il conviendrait d'utiliser des ballons chargés de projectiles explosifs, que l'on enverrait nuitamment planer au dessus des camps ennemis où ils sèmeraient "le désarroi et l'épouvante"; en outre, il faut surveiller toutes les "maisons religieuses"

27 septembre 1870

Propositions d'un citoyen pour la défense nationale : utiliser les anciens militaires de 25 à 35 ans et les engagés volontaires ayant servi, se servir des chassepots, et, pour "alimenter la guérilla", transformer les "citoyens de 17 à 50 ans qui ne font pas partie d'un corps de francs-tireurs" en gardes nationales sédentaires (s.d.)

Avis (anonyme) : la Garde nationale souhaite se constituer en Comité de salut public pour "venir en aide au Comité central républicain" : chaque section peut nommer des délégués, qui prennent dans leur sein des représentants de compagnies, ces derniers formant des rapporteurs de bataillons, qui enfin éliront un bureau chargé de communiquer directement avec le Comité central

22 septembre 1870

Lettre de Poitout, ingénieur civil, au président du Comité scientifique de défense : il estime qu'on pourrait améliorer les baraquements construits sur les boulevards extérieurs pour la garde mobile en les badigeonnant de chaux, ce qui éviterait la combustibilité du goudron utilisé jusque-là ainsi que les attaques de "vermine [qui] infeste les baraquements après quelques jours d'occupation

27 septembre 1870

Proposition de Villiée, "pour empêcher de monter à la saut sur les forts et nos ramparts" (sic) : il suffit de mettre sur les remparts des arbres, de faire des entailles dans le bois pour que les hommes puissent tirer à l'abri du boulet, et que l'on pousserait dans le vide au cas où l'ennemi s'approcherait de trop près

27 septembre 1870

Note de Galliot, qui propose d'utiliser "la chaîne qui se trouve immergée dans la Seine" comme ligne télégraphique

16 septembre 1870

Vautrin voudrait soumettre au Comité un modèle de "projectile d'une grande utilité pour l'artillerie". Il demande quand il peut venir (s.d.).

Jublin, secrétaire d'un bureau de réunion, recommande au Comité central républicain le projet du citoyen Férand

15 septembre 1870

Rapport de Chassin, Comault, Juclard, Leverdays et Mollin, délégués par le Comité central républicain auprès du Gouvernement provisoire : ils furent reçus par Jules Ferry qui les a entendus : il a déclaré prendre en considération les plaintes de deux gardes mobiles du fort de Nogent, sans promettre qu'il serait fait droit à leur demande d'instituer un commissaire civil surveillant l'armement ; en ce qui concerne les délégués généraux à expédier dans les départements pour opérer la levée en masse, Ferry estime que les préfets suffisent - à quoi les délégués ont répondu que la province reste aux mains des "traîtres et des fonctionnaires du régime déchu" et que "si Paris n'est pas dégagé à temps par des armées populaires, [ils] rendront le gouvernement responsable des conséquences" ; sur les subsistances, le gouvernement appliquerait le décret sur la solde des Gardes nationaux. Ferry n'a "pu écouter les autres questions"

17 septembre 1870

Note de Paté au Comité de défense : il faudrait, suivant une tactique utilisée pendant la guerre de Sécession, protéger les batteries et les barricades par des rails de chemin de fer - la lettre comporte un schéma (s.d.).

Note anonyme : en cas d'investissement de la ville, ériger des barricades - dont il faudrait dresser un plan, à distribuer aux divers comités - creuser des tranchées, et utiliser des bombes cylindriques "dont l'essai a été fait" (s.d.).

Rapport de Marchand, membre délégué adjoint du 5e arrondissement au Comité central : il a arrêté à la mairie du Panthéon un officier de paix, qui, avec d'autres personnes, "emportait des papiers et des cahiers de notes de police" : tout cela est au bureau du comité du Ve arrondissement. D'autre part, le comité aurait été "très vivement interpellés par Bocquet, maire du Ve, au sujet des affiches qui proclament que le comité agit "comme commission municipale".(s.d)

Lettre de Mariot, des Vosges, qui pense "être l'organe des citoyens français proscrits à Londres" : le péril est imminent, il faut envoyer des commissaires en province pour y "stimuler le sentiment révolutionnaire" (s.d.).

Proposition anonyme de demander au Gouvernement provisoire la levée d'un "impôt de défense et de guerre" prélevé sur les fortunes des "hommes valides quittant Paris alors que la France entière se porte à sa défense" (s.d.).

La citoyenne Gagneux "a son mari dans la Garde mobile" et demande les secours promis, car "il y a chez elle un grand dénouement " (s.d.).

Lettre de Léa Dumont, couturière, demandant à un maire n'importe quel emploi car elle ne sait plus "où trouver des ressources pour vivre" (s.d.).

Remarque provenant de la salle Raoul : "souvent les officiers sont nommés parmi les citoyens les plus aisés et par contre les pensions accordées à leur veuve seront beaucoup plus fortes qu'aux pauvres ouvriers" (sic) : il faut développer une réponse

9 septembre 1870

Note d'Auguste Beauchery, sous-lieutenant au 101e bataillon, 2e compagnie, qui fait part de divers problèmes : les bouchers du 13e arrondissement refusent d'appliquer le décret instaurant une taxe sur la viande ; il conviendrait de fermer ce type d'établissements et de les remplacer par des sociétés coopératives. Un "puits dont l'eau asphyxierait le premier qui s'en servirait" se trouve au 211 Boulevard de la Gare, la mairie a été informée mais n'a rien fait. Le "Peuple français (...) bave ses calomnies sur le peuple parisien", parce qu'on a supprimé la Marseillaise. Enfin, l'auteur conteste la démarche de Jules Favre, "traiter avec un roi qui nous méprise"

21 septembre 1870

Note expliquant qu'un comité de femmes vient de s'organiser pour former une ambulance (s.d.).

DOSSIER "DÉLÉGATIONS, POUVOIRS", CONVOCATIONS À DES RÉUNIONS 1870-1871

Convocation à la réunion générale des membres des commissions d'armement, adressée à la commission du 13e arrondissement : la réunion a lieu "ce soir, à huit heures" (l'année n'est pas précisée). Lettre du président de la commission d'armement du 14e arrondissement, se félicitant de la "patriotique initiative prise par votre réunion de ce soir" et envoie des délégués

7 septembre 1870

Proposition de L.A. Joubard : vu "les événements graves", il ne faut pas que "chaque orateur (...) garde la parole pendant plus de 5 minutes". (s.d.).

Le Comité de vigilance du 19e arrondissement notifie à Ostyn qu'il est "désigné pour représenter (...) la commission d'enquête" (s.d.).

Notification par "l'association républicaine du 6e arrondissement" de l'élection de "quinze délégués au groupe : la Commune de Paris" : noms des personnes retenues - dont Vaillant , Varlin, etc.(s.d.).

Lettre à un "citoyen président", rappelant "la facture des comités républicains" due à l'Association générale typographique

6 janvier 1870

La "délégation révolutionnaire des 20 arrondissements" envoie Louis Marchand auprès des "républicains socialistes de Lyon (...) afin d'établir une action commune en vue des élections prochaines et des événements qui menacent la République" (s.d.).

Note de Vallès demandant qu'on remette au porteur "une dizaine d'affiches. C'est pour être lu à un bataillon." (s.d.).

Note anonyme signalant que quelqu'un "se propose pour aller chercher le général Garibaldi" et qu"il existe dans la province un élément démocratique." (s.d.). Note signalant que "Garibaldi est en France" et qu'il peut enseigner "comment on lutte au nom de la liberté." (s.d.).

"Candidats socialistes révolutionnaires" proposés pour le Conseil fédéral des sections parisiennes de l"Association internationale des travailleurs", la Chambre fédérale des sociétés ouvrières, la délégation des 20 arrondissements de Paris (s.d.).

Le comité de défense nationale du 2e arrondissement délègue Petit à la séance du 17 septembre du Comité central (s.d.).

Note du Comité central républicain du 9e arrondissement, précisant qu'il y aurait "plusieurs Prussiens (...) cachés dans les catacombes à Passy, ces Prussiens habitaient Paris jusqu'au jour où la loi les a expulsés"

14 septembre 1870

Lettre de Michon, secrétaire de la section internationale des ouvriers cordonniers, aux "amis de l'Internationale" : ils sont "maîtres de la situation à Batignolles ; sur la totalité de la commission municipale il y a les deux tiers de socialistes"

6 septembre 1870

Note de Gouhier, administrateur de la *Libre Pensée*, mettant en cause le nommé Napias-Tiquet, qui figure dans un Comité : si celui-ci reconnaît avoir résidé dans l'Aube, il est accusé de diverses actions

7 octobre 1870

« PROPOSITIONS, RAPPORTS »[7] : 36 PROPOSITIONSSEPT. 1870

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS SUR DIVERS CITOYENS, 6 PIÈCES 1870 ET S.D.

PROPOSITIONS DES COMITÉS DE DÉFENSE D'ARRONDISSEMENT, ATTESTATIONS, LISTES DES MEMBRES DE COMITÉS, 60 PIÈCES1870 ET S.D.

COMITÉS : 61 PROCÈS-VERBAUX NUMÉROTÉS.1870-1871

Procès-verbaux de séances de comités de vigilance - par arrondissement - : nombreuses propositions sur les mesures immédiates à prendre, (janvier-septembre 1870, février 1871). [L'essentiel date de septembre 1870]

[7]Il s'agit de rapports adressés par les «comités de vigilance des arrondissements» au Comité central de Défense nationale pour la défense de Paris contre les Prussiens, et proclamations du gouvernement de défense nationale (septembre 1870).

Procès-verbaux des comités de Défense nationale (septembre 1870), de la Société internationale des ouvriers (septembre 1870), des « réunions républicaines »

septembre 1870

DOSSIER "SUBSISTANCES"[8]1870

4 pièces, proposant notamment de distribuer les vivres moitié en argent moitié en nature, après la fermeture des abattoirs qui "ne ressortent pas de la défense nationale" (septembre 1870); lettre indiquant le danger (incendie) provoqué par l'accumulation de fourrage dans les magasins de dépôt : il faut le stocker, par petites quantités, dans des sous-sols, puis il faut faire des conserves de tout le bétail avant qu'il ne dépérisse et ne devienne immangeable et enfin assurer à chaque homme une sorte de "ration de survie" ; la dernière pièce indique la possibilité de taxer les commerçants et les propriétaires de 5 %, à verser au comité de vigilance pour les subsistances.

DOSSIER "FACTURES, QUITTANCES, COMPTES"1870

Dépenses d'affichage surtout (imprimerie), comptes (recettes-dépenses), reçus de divers comités et notamment du Comité central républicain.

UN RAPPORT SUR LA MISSION CONFIÉE PAR LE COMITÉ CENTRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE À CHAUVET (AFFICHAGE DANS L'AISNE)1870

LETTRES D'OTAGES DE LA COMMUNE ADRESSÉES À DES VERSAILLAIS, DONT UNE SIGNÉE DE MGR DARBOY, ARCHEVÊQUE DE PARIS, RELATIVES À LA LIBÉRATION DE CERTAINS D'ENTRE EUX CONTRE BLANQUI MAI 1871

DOSSIER INTITULÉ "COMMUNE, RÉFUGIÉS : RAPPORTS, DISCOURS ETC."1870-1900.

Rapport (en double) du sous-lieutenant Barba de la 1ère compagnie, 63e bataillon de Belleville : une compagnie du 28e bataillon de Passy est venue pour le relever et prendre possession "du poste qui gardait la porte Dauphine", sans que le chef de bataillon de Barba lui en ait donné l'ordre. Il a refusé d'obtempérer et menacé de "commander le feu"

mai 1871

Rapport anonyme intitulé "l'Internationale": il s'agit apparemment d'un projet de discours ; mention du congrès qui se tient à Vevey, résumé de la situation, projets d'action (dont grèves),

[8] Il s'agit de propositions faites aux comités de subsistances .

polémique sur la Tagwacht, organe de l'Internationale, et note sur les jacobins allemands (s.d.).

"Revue de presse": indication des n° de journaux où l'on trouve des articles concernant la situation dans divers pays (France : 3 pages, avec une consacrée à la Commune, une autre à l'Alsace ; Belgique, Hollande, Italie, Espagne, Portugal, Angleterre, Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Russie, Serbie, Herzégovine, Amérique, Mexique). (s.d.)

Discours de 42 pages de L. Boiron visant à rappeler, "au moment où légitimistes, bonapartistes, orléanistes, républicains bourgeois, conservateurs et radicaux (...) se disputent par anticipation le pouvoir, ce que c'est qu'un gouvernement personnel" : "la France de Napoléon III" (Lymington, 15 novembre 1875).

Billet d'"un communeux", dénonçant les agissements de prêtres au Luxembourg, à travers un exemple précis (s.d.).

"Vive la Commune !", billet anonyme sur l'état d'esprit "des forçats, des déportés et des proscrits [qui] conservent précieusement les principes révolutionnaires qui les ont fait agir en 1871" (s.d.).

Projet de réponse à un article paru dans l'*Economie sociale*, où un nommé C.C. Sellier donne "des conseils aux proscrits" et fait "des avances aux Versaillais" (signé "un communiste", s.d.)

"Rapport sur les événements de Lyon", signé David ; il relate les actions de l'Internationale dans les dernières années de l'Empire, la proclamation de la République le "14 ou 15 août 1870" par Lentillon, "notaire à Thurins", jusqu'à la proclamation de la Commune puis la victoire des Versaillais etc. Quelques renseignements également sur l'état d'esprit des Lyonnais, qui sont "méfiants, difficiles à convaincre" et sur quelques uns des révolutionnaires. (Bruxelles, 9 septembre 1876).

Billet anonyme, intitulé "l'Histoire du Bulletin", rassemblant quelques positions du Bulletin sur des thèmes variés (par exemple les "forces économiques", "la propriété et l'impôt"...)

Dossier de 8 pages intitulé "Affaire Scholl" et comportant un rapport "écrit sous [la] dictée par le citoyen Granger" et signé F. Cournet : Scholl souhaitait créer un "mouvement en faveur de l'Empire démocratique socialiste" ; le sous-comité de l'Internationale (dont Marx et Engels étaient membres) décida d'envoyer Lemoussu et Combault auprès de Scholl pour plus amples

renseignements sur la "conspiration bonapartiste"(Genève, 27 novembre 1876).- Brouillon du rapport (crayon de papier).

"Copie d'un rapport adressé par Huntzinger [sur] le sieur Gérard à Bruxelles" : il rapporte la conversation qui s'est déroulée entre Gérard et un nommé Aubry, "un des membres de la future Commune, tant en France qu'en Belgique", ainsi qu'avec Hattier, Lenglais, Tabareau, Babelet, Robinet (s.d.).

Projet d'article anonyme relatant les mésaventures encourues par le sieur David, qui a refusé de prêter devant le juge d'instruction un serment finissant par "ainsi m'aide Dieu"

1877

Petit dossier intitulé "Rapport de Dérouilla", commandant du 161e bataillon de la Commune, qui veut faire "la lumière (...) sur la rentré (sic) des Versaillais dans Paris" : il met en cause le général et le colonel Dombrowski, le premier commandait la ligne de bataille jusqu'aux avant-postes de Saint-Denis. La lettre se termine ainsi : "J'accuse le citoyen Renvier (...) d'intelligence avec Versailles".-Rapport plus détaillé du même, sur 5 feuillets.-Autre rapport du même, relatant les événements survenus entre le 18 mars et le 24 mai 1871 ; 51 feuillets numérotés (s.d.).

Projet de discours anonyme comportant quatre propositions sur la conduite à tenir en cas de nouveau soulèvement (Bruxelles, 25 août 1877).

Rapport de Michel Brignotot, relatant le projet de trahison formé par Dombrowski (Londres, 25 septembre 1873).

Projet de lettre ouverte signée "la Commission" et indiquant au public les manoeuvres de certains dénonciateurs de "prétendus vols et pillages qui auraient été commis sous la Commune par quelques communeux actuellement proscrits" : ces gens sont de "nouvelles recrues policières". L'article met en cause Landeck, Vésinier et les frères Caria, ainsi que le prétendu procès-verbal paru dans le journal "La Fédération"(s.d.).

Extrait (anonyme) de journal, racontant les brimades et sévices subis par les proscrits de Guyane (12 pages) (s.d.).

Traduction d'un article paru dans le *Daily Telegraph* du 5 août 1879, au sujet d'un procès intenté par Franceschini Piétri, secrétaire de l'"ex prince impérial" contre Laurent Marie Guérin, qui, après lui avoir à maintes reprises demandé de l'argent, lui a envoyé une lettre de menaces, en désespoir de cause.

"La planète Vénus" : traité par Henri Verlet, dont le but est de combattre les gens qui "se croient intéressés à maintenir l'ignorance chez le peuple (...); laissons au passé l'ignorance et la misère. Gardons pour nos enfants l'instruction et le Travail (...)" (s.d.).

"Récit du citoyen Pillard sur les événements politiques de Marseille 1870-1871", entre le 4 septembre 1870 et le 4 avril 1871 (9 feuillets, Marseille, 6 janvier 1880).

Deux copies d'une pétition adressée au Président de la République française, pour que Jules Louis Andrieu, exilé à Londres pour participation à la Commune (il fut membre de la Commune et délégué aux services publics) puisse rentrer en France huit ans après son exil. Ont signé divers "étrangers", dont George Howard, membre du Parlement, William Morris, "un des premiers poètes anglais de ce temps", etc. (s.d.).

Procès-verbal imprimé de l'assemblée générale de la Société des Réfugiés de la Commune à Londres : 1article n° le procès-verbal de la séance du 18 août 1872, inséré dans le journal *La Fédération*, est un faux. 2article n° Le journal est une "feuille de police", et ses rédacteurs sont exclus de la Société. 3article n° Expulsion des frères Léopold et Octave Caria

25 août 1872

Rapport intitulé "renseignements fournis le 5 mars 1872 par le citoyen Perrin François, 64e bataillon, 2e Cie, 18e légion (10 ans de bannissement à Londres) sur son arrestation (24 mai 1871) et les traitements qu'il a subis ou vu infliger au groupe des prisonniers dont il faisait partie". Ce rapport met en scène le général Galifet.

"Au groupe central de la Commune révolutionnaire" : projet de discours anonyme, visant à modifier le "règlement [*du groupe central*], (...) modification dernière destinée à éliminer définitivement toute forme vaine de parlementarisme" (s.d.).

Brouillon de discours (?) anonyme sur la doctrine du mouvement ouvrier, se terminant par ces mots "nous ne sommes pas partisans des grèves, parce que [les résultats en] sont négatifs dans

le sens du bien-être de l'ouvrier et [qu'elles ne] servent qu'à démontrer son infériorité vis-à-vis du Capital". (3 pages non datées).

Opuscule anonyme intitulé "un remède puissant contre la misère et l'ignorance. Le garçon limonadier, le garçon restaurateur, le garçon marchand de vin, le garçon traiteur, le garçon crémier", où l'auteur dénigre le système du "pouvoir absolu" ou "la monarchie constitutionnelle" (s.d.).

Inventaire de documents d'archives par Granger (18-23 février 1904).

DOSSIER INTITULÉ "LONDRES, GENÈVE, JERSEY ETC."1871-1875

[Londres] Liste des membres de la Société des réfugiés de la Commune de Paris (Londres) : 119 noms, dont 11 portent la mention "rayé" et 2 le qualificatif de "douteux". On trouve parmi les membres les noms de J.B. Clément, de Eudes, Granger, Vaillant et Vallès

31 mai 1875

[Jersey] Rapport de 18 pages par Breuillé, proscrit à Jersey, sur Gerner Rafina, "créole âgé d'environ 30 ans", condamné à deux ans de prison pour délit de presse et réfugié à Jersey : ses activités politiques, ainsi que celles de deux autres proscrits - Bergeret et Alavoine - sont pour le moins douteuses (et détaillées dans le rapport.) Selon l'auteur du rapport, "tous trois caressent peut-être chacun l'idée d'une candidature radicale à des élections plus ou moins prochaines. Il serait très bon de ne pas oublier ces faits afin de les mettre sous les yeux des électeurs" . Le rapport comporte en outre les statuts de la Société de secours mutuel des proscrits républicains résidant à Jersey, une circulaire signée de membres de la société, et la transcription de correspondances parues dans la presse (Linlithgow, 5 juillet 1873).

[Jersey] Quatre pièces (B, C, D, E) relatives à la Société des républicains socialistes réfugiés à Jersey : la première pièce est une note de protestation, signée Fourny, Maret, Bellanger, Bénézit et Jules Lacolley, contre la remise des archives de la société à Rafina, après la démission d'Alavoine, archiviste en titre (s.d.).-

Délibération en séance extraordinaire de la même société après le refus qu'a opposé Rafina à toute demande de restitution des archives : "les archives, étant une propriété collective, ne sauraient devenir la propriété particulière de qui que ce soit". En conséquence, deux membres sont chargés de sommer Rafina de rendre les documents. En cas de refus, "la société donnera à ce refus la plus grande publicité possible."

27 janvier 1873

La Société "dénonce à la Démocratie les agissements des sieurs Alavoine, Rafina et Bergeret" qui se sont appropriés ses archives. Parmi celles-ci, des documents pouvant fournir "matière à brochures" pour "l'enquête refusée par la Société des réfugiés de la Commune à Londres afin de ne pas nuire aux citoyens encore prisonniers à Versailles". Ces brochures vaudraient à leur auteur une certaine somme d'argent. Enfin, se trouvent encore parmi les documents concernés les procès-verbaux des séances, et notamment l'expulsion d'un sieur Benjamin Cotin (s.d.).-

Dernière pièce, intitulée "Extrait du *Courrier de l'Europe*" et qui notifie la constitution d'une nouvelle société de secours mutuel par Alavoine, Bergeret et Rafina. Son siège est chez le citoyen Jourdan, à Londres

15 février 1873

[Londres] "Compte rendu de la séance des Réfugiés du 30 septembre 1875" (Londres) : Présentation de nouveaux membres, adoption du procès-verbal de la dernière séance, élection d'un membre de la commission d'administration (Jules Oswald succède à Durmoy)

30 septembre 1875

[Londres] Séance du 28 octobre 1875, décompte des voix pour la réception de Cousté comme nouveau membre.

28 octobre 1875

[Londres] Statuts généraux de la Société des réfugiés de la Commune adoptés en assemblée générale le 20 janvier 1872.

[Londres] Demandes d'expulsions de membres de la Société des réfugiés, classées chronologiquement 7 janvier 1872-30 avril 1874.

[Londres] Procès-verbal de la séance du 30 juillet 1871 : il faut regrouper les réfugiés de la Commune en Assemblée (ébauche d'organisation).

[Londres] Candidature du nommé Arnaud, qui désire appartenir à la Société (21 avril 1871) ; lecture de sa demande écrite, transcription résumée des interventions à son sujet, nomination future d'une commission d'enquête, fixation d'une séance spéciale : une pièce

30 avril 1874

[Londres] Liste des votants de la séance du 25 novembre 1875, avec décompte des votes.

[Londres] Prise en charge par Martain, archiviste nommé en assemblée générale le 30 décembre 1875, des archives de la Société au moment du départ du précédent archiviste Albert Goullé : 687 pièces

4 janvier 1876

"Liste des membres qui ont donné leur démission à la suite de l'affaire Rauvier-Cournet-Viard" : 15 noms

mai 1874

[Londres] Séance extraordinaire du 9 mars 1876 : décompte des votes lors de l'expulsion de Mallet.

9 pièces marquées a, b, c, d, e, f, g, h, i :

(a) Lettre de Leduc au directeur du *Qui vive*, demandant l'insertion d'une lettre adressée au directeur du *Petit moniteur universel* : dans un article intitulé "les petits ménages", le journal avait accusé Leduc d'avoir "empoché" 4000 F. Celui-ci proteste des accusations calomnieuses proférées contre lui, et publie un reçu de la caisse de l'Assistance publique de Paris attestant du versement de la somme (Londres, 17 octobre 1871) .

(b) Transcription d'un article signé Vermersch dans *Qui vive* du 6 novembre 1871, mettant en cause Rossel, et prise de position satyrique contre cet article (s.d.) .-

(c) "Extrait de l'*Union démocratique* du 31 août 1872", article émanant de la Société des réfugiés de la Commune (Londres) : dénonciation d'un "soi disant procès-verbal de la séance du 18 août 1872" publié dans le journal *La Fédération* ; expulsion des fondateurs de ce journal, Landeck, Vésinier et Geoffroy ; expulsion de Léopold et d'Octave Caria, "répandeurs des calomnies les plus odieuses contre les Réfugiés de la Commune" et qui se sont "mis en rapport avec la police"

25 août 1872

(d) "Extrait de *La Fédération* (article signé B. Landeck)" et intitulé "la rue Haxo" : cet article traite des "malheureux gardes de Paris détenus dans les prisons et [dont] la colère du peuple s'empara"

28 septembre 1872

(e) Note griffonnée (anonyme) expliquant que la Société des réfugiés avait d'abord refusé le produit d'une collecte réalisée par Bradlangh (car celui-ci "avait condamné beaucoup des actes de la Commune") puis l'avait accepté car il provenait d'un élan de sympathie (s.d.) .-

(f) Projet de réponse anonyme à un article signé Vermersch et paru dans *Qui vive* le 25 novembre 1871 (s.d.) .-

(g) Billet anonyme contre "un journaliste qui, avant l'entrée de futurs amis versaillais demandait la dictature militaire (...), se vante aujourd'hui d'avoir tout vu, tout prévu (s.d.) .-

(h) Anonyme : projet de note contre Vermersch et défendant également le militant Humbert contre les attaques d'un nommé Hébert (s.d.) .-

(i) Note à propos d'un article de Vermersch paru dans *Qui vive* le 23 novembre 1871 et où celui-ci traitait Jourde de "mouchard" ; l'auteur rappelle que Vermersch avait loué autrefois l'"attitude habile" du dénommé Jourde (s.d.).

5 pièces transcrivant des "papiers posthumes" de Rossel ("recueillis et annotés par Jules Amigues") et visant à démontrer l'attitude pour le moins équivoque de Rossel pendant la Commune (description, entre autres, de ces "gueux d'officiers de la Commune").

[Londres] 3 procès-verbaux de la Société des réfugiés de la Commune de Paris et 3 retranscriptions d'articles de journaux *(documents sans n°, portant simplement les lettres c, d, e, j, k, l)* :

(c) discussion sur l'affaire Landeck, vote et expulsion de ce dernier

24 mars 1872

(d) Discussion après l'accusation d'escroquerie proférée par Caria contre Ledrux : la Société estime que cette accusation est une calomnie, que Caria doit se rétracter; devant son refus, l'assemblée prononce son expulsion

21 juillet 1872

(e) Procès-verbal de l'assemblée générale de la Société des Réfugiés de la Commune à Londres : 1article n° le procès-verbal de la séance du 18 août 1872, inséré dans le journal *La Fédération*, est un faux. 2article n° Le journal est une "feuille de police", et ses rédacteurs sont exclus de la Société. 3article n° Expulsion des frères Léopold et Octave Caria

25 août 1872

(f) Transcription d'un article paru dans *La Liberté* : le texte est présenté comme un compte rendu *in extenso* de la séance du 18 août 1872 de la Société des Réfugiés, et porte des accusations sur la "responsabilité des vols, des pillages et des incendies commis à Paris pendant le règne néfaste de la Commune." (31 août 1872) Transcription d'un article paru dans l'*Emancipation de Toulouse* : réaction au compte rendu de la séance du 18 août 1872, paru dans *la Fédération* : l'auteur espère qu'il "n'y aura pas de troisième numéro" de ce journal (7 septembre 1872). Transcription d'un article paru dans *La Liberté de Bruxelles* : ce "journal socialiste (...) accorde la parole aux accusés", après les "calomnies" parues dans *La Fédération* - procès-verbal du 18 août 1872 - : véritable réquisitoire contre Caria et mise en cause du gouvernement anglais

6 octobre 1872

Procès-verbaux des séances de la Société des Réfugiés de la Commune, n°1 à 76, (avec des bis et quelques lacunes : n°2, 3, 24, 33, 47, 55, 56, 64-66), avec notamment :

les procès-verbaux des séances des 13, 20 et 27 août 1871, du 3, 10 septembre 1871 : discussions sur les rapports de la société avec l'Internationale (fonds destinés aux réfugiés);

procès-verbal de la séance du 12 décembre 1871, où l'on décide de refuser le produit de la quête faite en faveur des réfugiés par Bradlangh, et du 17 décembre 1871, où le produit de cette quête est finalement accepté (détail des votes : n° 20 B) ;

procès-verbal de la séance du 7 janvier 1872, intitulé "affaire Vermersch" ;

celui du 25 février 1872, où est abordée "la question des papiers Landeck" ;

celui du 18 août 1872, où Caria met en cause le général Eudes dans des pillages commis pendant la Commune.

celui du 27 décembre 1872, où Rinck demande l'expulsion des signataires de l'article paru dans *la Fédération* dénonce les "pillards" ;

celui du 8 mai 1873, où on décide d'envoyer une lettre à *la Liberté de Bruxelles* en réponse à celle du citoyen Malou, etc.

Quelques rapports sur l'activité de la commission d'enquête (n°16 C, 17 A, 59 C, 63, 63 A).

Deux lettres adressées aux membres de la société du Prêt mutuel et de Solidarité de Bruxelles, et faisant le point sur la société des Réfugiés de la commune à Londres (n°74 A, en date du 27 juin 1875, et n° 76 A, du 7 septembre 1875) ; et la première lettre de la société du Prêt mutuel et de Solidarité de Bruxelles, demandant des renseignements (n° 3 bis, juin 1875).

Notes préparatoires à la mise au net des procès-verbaux des séances de la société (1871-1874).

26 pièces comportant chacune une lettre de l'alphabet (a, b, c,...) : 30 juillet 1871-11 février 1872.

24 pièces comportant une lettre redoublée (aa; ab, ac...) - manquent am et az - : 18 février 1871-26 février 1874).

"Liste des membres de la Société des réfugiés, d'après les registres 1, 2, 3, 4 et 6 des archives de la société", comportant les noms, prénoms, éventuellement la profession des membres, et des remarques éventuelles - "expulsé", "donataire", "rayé", "radié", "chassé", "reçu le" ... - (27 décembre 1875).

1871-1875

DOSSIER INTITULÉ "SOCIÉTÉ DES RÉFUGIÉS DE LONDRES ET NEW-YORK, PIÈCES DIVERSES" :1871-1875

[réfugiés de New-York]. Affaire May : renseignements pris sur la famille May ("extraits d'une lettre d'un mouchard auquel a écrit Lorin pour lui demander ce qu'étaient les frères May") : New-York, 2 octobre 1878 *[les deux frères avaient été, l'un intendant général sous la Commune, le second, intendant divisionnaire.]*-Demandes de renseignements sur eux par la commission d'enquête de la Société des réfugiés.-"Pièce n°1" : les frères May auraient détourné des fonds, selon le témoignage du citoyen Mégy (8 décembre 1872).-"Pièce n°2", protestation de Gustave May contre les accusations portées contre son frère et lui (1873).-La commission d'enquête sur l'affaire May s'adresse à un "citoyen" non nommé pour lui demander d'envoyer les renseignements recueillis

6 avril 1873

Lettre ouverte de la société des réfugiés de la Commune des Etats-Unis : annonce de la constitution d'une société, et demande de statuts d'autres sociétés

21 janvier 1873

Statuts de la Société des réfugiés de la Commune aux Etats-Unis

12 janvier 1873

Adresses des personnes qui peuvent être utiles à la Société (s.d), mais certifié conforme par l'archiviste de la Société des réfugiés de la Commune à Londres en 1875).

Deux pièces intitulées "Extraits du registre n°6, des pièces diverses" : essentiellement des procès-verbaux de séances (du 23 septembre 1873, 17 mars 1874, 21 avril 1874, 10 et 26 mai 1874).

Quatre pièces relatives à un vol commis par un réfugié de la Commune placé chez un "gentleman anglais" : correspondances et plaintes contre lui, déposée auprès du "commissaire central à Boulogne-sur-Mer"

29-30janvier 1872

Affaire Durand : Rapport de Durand sur la journée du 31 octobre 1870 : Flourens aurait dit aux commandants de bataillons de se rendre dans l'après-midi à l'Hôtel-de-Ville. Oudet prétend que Durand a tardé à y venir, qu'il a fait défection, et qu'il "s'est mis avec la réaction" (quatre pièces non datées, mais authentifiées par l'archiviste).

Pièce n° 29 : acceptation, signée Landeck, du produit d'une conférence attribué aux proscrits (s.d.).

N° 39 : Affaire Landrin-Vaillant, qui auraient "gaspillé l'argent (...) reçu de France" dans leur "ivrognerie" : les secours qui leur étaient attribués doivent être suspendus

18 novembre 1871

N° 43 : extrait de la séance du 7 janvier 1872.

N° 46 : Denis, Legers, Guihéry, affirment avoir reçu de Navarre 225 pièces d'archives numérotées

4 février 1872

N° 47 : Séance du 15 juillet 1873, affaire Dodot, mis en cause par sa femme pour son rôle dans la Commune.-

N°49, séance du 22 juillet 1873 : explication de Dodot et rejet de la plainte déposée contre lui.

N° 50, "Compte rendu sur l'affaire Delley, déposition de M. Suette" et déposition de Lemoussu : Delley doit de l'argent à sa propriétaire et s'est enfui (1er septembre 1873).

N°50, "réponse de Delley"

1 septembre 1873

N° 53, "Les archives de la Société des Réfugiés sont fort incomplètes" : inventaire des pièces subsistantes (10 mai 1874).-53 A, liste des réfugiés appartenant à la Société

10 mai 1874

N° 61, lettre de Navarre à Vermersch, lui demandant d'"insérer dans (s)on numéro de demain" que la Société accepte le produit de la conférence donnée par Bradlangh à son profit, et qu'elle souhaite dorénavant être associée à toute conférence donnée à son profit (s.d., mais certifié conforme à l'original en 1875).

N° 62, lettre ouverte, "non signée, (qui) est de l'écriture de Melotte" sur la situation économique des Réfugiés de la Commune (s.d.).

N° 63 : décision de l'Assemblée des Réfugiés de la Commune : le comité décide de lancer une souscription "aussi secrète que possible (...) parmi les démocrates" (s.d.)

N° 65 : lettre aux membres de la commission des Proscrits de Genève, émanant de la Société des Réfugiés de la Commune de Londres, souhaitant le rétablissement de "relations fraternelles" (s.d.).

N° 67 : lettre adressée "aux membres de la section Internationale à Strasbourg" (à Louis Durr) à propose de l'anniversaire de "la Révolution sociale du 18 mars 1871" (s.d.).

N° 68 : lettre de remerciements "aux Strasbourgeois" (s.d.).

N° 69 : remerciements "aux citoyens francs-maçons" qui ont organisé une soirée au bénéfice des proscrits (lettre non signée, mais "écriture de J.B. Clément" (s.d.)

N° 70 : lettre aux "citoyens membres du comité central de l'Internationale à Londres", demandant "la répartition des fonds versés dans (la) caisse pour le compte des réfugiés de la Commune depuis le 22 mai jusqu'au 20 août 1870 (s.d.).

N° 71-72 : Convocation de Vaillant et de Rossé à une réunion d'explication sur la conduite des membres du Conseil central de l'Internationale au sein de ce comité

22 septembre 1871

N° 73 : lettre de J.B. Clément à Bonneaure confiée à Chauttard, regrettant qu"il n'y (ait) pas entre nous la moindre solidarité" (7 octobre, l'année n'est pas indiquée).

N° 77 : lettre type demandant une adhésion aux nouveaux statuts de la société des réfugiés ("secours et travail") ainsi qu'une aide financière (s.d.).

N° 78 : Projet de réponse à l'article de Vermersch, adressé au journal *Les nouvelles du Jour* et au *Monde*, *Qui vive* ayant refusé de l'insérer ; l'article est signé Et. Navarre, journaliste français (Londres, 3 janvier 1872).

N° 81 : Lettre ouverte à des "citoyens" au moment des voeux. Lettre anonyme et collective au nom de la Société des Réfugiés de la Commune (s.d.).

N° 82 : Accusé de réception de deux lettres (dont l'expéditeur n'est pas nommé) (s.d.).

N° 88 : sept pages de noms, prénoms, avec leur profession de personnes vraisemblablement candidates à la Société des Réfugiés (s.d.)

N° 97 : Pièce comptable de la Société (Londres, 31 mai 1872).

N° 116 : Nom, adresse et qualité des membres de la Société (s.d.).

N° 120 : Noms de personnes proscrites, avec leur qualité, et les peines auxquelles elles ont été condamnées (s.d.)

N° 122 : Noms de personnes, profession et qualité, avec adresses (s.d.)

N° 127 : "noms des personnes qui mangent à la marmite et qui n'ont pas de travail" (s.d.)

N° 129 : "Liste des réfugiés sans emploi", adresse et situation de famille (s.d.).

N° 130 : "Liste des citoyens sans travail", avec leur profession et leur adresse (s.d.)

N° 131 : "Etat nominatif des Réfugiés de la Commune demandant du travail" (s.d.)

N° 132 : pièce cancellée ; liste de membres (s.d.)

N° 137 : "Citoyens acceptés" (septembre 1871).

N° 138 : "Liste alphabétique des réfugiés inscrits au 30 septembre 1871".

N° 140 : "noms qui ne se trouvent pas au n°138" (s.d.)

N° 141 : "Liste alphabétique des citoyens admis à l'Assemblée des réfugiés" (s.d.)

N° 142 : "Liste alphabétique des réfugiés admis à assister aux séances de l'assemblée" (s.d.)

N° 143 : "Etat des membres de la Société (...) au 21 juillet 1872".

N°164 : "Affaire Jouanin-Brignolas, demande d'expulsion formulée par le citoyen Brignolas contre le citoyen Jouanin" : 10 pièces notées de A à J (juillet-novembre 1875).

D89Z/ 2

DOSSIER « BRUXELLES »1875-1877

Société de Prêt mutuel et de solidarité de Bruxelles : compte rendu de séances (5/5/1875, 5 feuillets ; 2/6/1875, 9 pages, 3/11/1875, 19/1/1876, 2/ /2/1876, 1/3/1876, 5 pièces, 5/7/1876, 16/7/1876, 2/8/1876, 2 pièces, 23/8/1876, 3 pièces, 6/9/1876, 28/2/1877, 14/3/1877, 18/4/1877, 6/6/1877, 1312/1877).

« Relation lue en séance le 07/07/1875 », demandant que « la lettre de Rouvier soit déclarée fausse et calomnieuse » [ce dernier a produit une pièce contre Cournet, qui aurait selon lui « reçu de l'argent (...) de collectes faites par les députés de la gauche de Versailles »] et vote (07/07/1875).

Décompte des votes (octobre 1875).

Pétition portant demande de modification de statuts

admission des femmes - (14/11/1875, février 1876), et demande de mise aux votes de la proposition (février 1876);

Liste d'admis et de radiés (février 1876). Proclamation sur la création d'une société d'épargne (février 1876) ;

Expulsion de Beauchery pour « propagande bonapartiste »(23/8/1876).

Formulaire (vierge) pour une « souscription permanente ouverte à Bruxelles pour les condamnés politiques à la Nouvelle Calédonie » (s.d.) ;

souscription pour « un proscrit de la Commune de Paris expulsé de Belgique » [Bailly] (s.d.), 2 pièces.

Convocation adressée à Martin (juillet 1875).

Demande de remboursement au citoyen David pour un prêt consenti par la Société (novembre 1876) ; lettre lui demandant de préciser ses intentions quant au remboursement de ce prêt (décembre 1877).

Livrets de sociétaires - nom, prénom, profession, adresse, date d'admission, statuts de la société - [il s'agit du paiement des cotisations] : Barba, Dérouillat, Grosjean, Martin.

LOUISE MICHEL 1871-1888

Louise Michel : une photographie signée Louise Michel, dédicacée au citoyen Blanqui (s.d.) ;

nouvelle imprimée, intitulée « La grève dernière », par Louise Michel (Lyon, 1881).

Lettre autographe de Louise Michel à la rédaction du *Cri du Peuple*, précisant qu'il lui est impossible de gagner Bordeaux (16/10/1888) ;

pouvoir autographe (nom en blanc) pour « faire imprimer, publier et vendre » ses ouvrages (Hauberive, 20/7/1873).

Louise Michel devant le Conseil de guerre, son arrestation, par elle-même (Paris, 1880).

Copies numérotées de lettres adressées, depuis sa prison d'Auberive, à la Commission des grâces (28/2/1873, 28/11/1872, 28/12/1872, 28/10/1872, 28/7/1872, 28/8/1872, 28/7/1872, 28/5/1872, 28/3/1873, 28/1/1873) ;

Copies numérotées de lettres adressées au Président de la République

(28/1/1873, 28/12/1872, 28/11/1872, 28/10/1872, 28/9/1872, 28/8/1872, 28/5/1872, 28/4// 1872, 18/3/1872, 28/2/1872) ;

Copies numérotées de lettres adressées à monsieur Macé, chef de police

(28/11/1872, 28/8/1872, 18/3/1872) ;

poème (28/10/1872) ;

Copies numérotées de lettres adressées au général Appert, président des Conseils de guerre (7/4/1872) ;

à plusieurs députés (28/1/1872).

Copies de lettres écrites à l'occasion de « l'anniversaire du 18 mars 1871 », adressées à la Commission des grâces, au Président.

Copies fragmentaires de lettres écrites de Versailles « à nos frères d'exil » (décembre 1871) - 3 pièces ; « à nos amis » (2 pièces s.d.) ; aux présidents des 3e et 4e conseils de guerre (4/9/1871).

Extraits du *Moniteur* du 3/8/1871. Lettre à Macé (8/11/1871).

Poème (13/8/1870, « veille de l'affaire de la Villette »). « Notes à ne communiquer qu'en temps nécessaire » (s.d.)

LETTRES D'ERNEST ROCHE, OUVRIER GRAVEUR1880-1883

Trois pages manuscrites sur la "Question sociale", intitulées "l'Ennemi" (Bordeaux, 29 novembre 1880)

Lettre à Granger, où Roche s'excuse de ne pouvoir participer à la réunion du comité central, à cause d'activités politiques en province (1er septembre 1883).

JOURNAL *NI DIEU NI MAÎTRE* : 1880-1889

Mot adressé au "citoyen rédacteur du journal" (signature non déchiffrée) demandant de lire un manifeste "le 18 mars en votre séance" (16/3/1881).

Exemplaire du journal (dimanche 19 décembre 1880, n°25) ; [Blanqui en était le rédacteur en chef]. (mauvais état).

Papier vierge à en-tête du journal.

Trois reçus du dépôt légal et du ministre de l'Intérieur, attestant que deux exemplaires du journal ont bien été déposés (1881, 1884, 1885). - Demande de dépôt par le commissaire-inspecteur de l'Imprimerie et de la Librairie (février 1885).

Certificat de non opposition au cautionnement fourni par Félix Basile Mornas, propriétaire et gérant du journal

2 novembre 1881

Récépissé du parquet du tribunal de la Seine

16 août 1881

Billet signé Margueritte demandant 150 £. "pour demain mardi"

novembre1880

Facture de la "Librairie ancienne et moderne" de Eudes, le journal doit 70 francs pour 10 collections du Journal officiel de la commune. Lettre d'accompagnement de la facture, dans laquelle le libraire précise qu'il soustrait de la dette 20 francs "que vous attribuerez soit au Monument à Blanqui, soit aux frais du journal"

février 1881

Facture pour la livraison de 30 épreuves du journal, par E. Petit, imprimeur 1er novembre 1885

deux factures pour fourniture de rames de papier et impression de bandes d'adresses (1881)

facture de l'Imprimerie de la publicité pour l'impression du journal(s.d.) Facture d'impression par l'Imprimerie du Centre (décembre 1880)

"Offre de service " - pour l'impression du journal émanant de Jules Boyer, directeur de la Société générale d'imprimerie et de librairie et adressée à Granger (juin 1881)

Caractéristiques techniques et devis pour le journal (s.d. ; décembre 1880).

Assignation à comparaître donnée par le tribunal de première Instance du département de la Seine, "neuvième Chambre jugeant en police correctionnelle", à Mornaz, imprimeur gérant du journal *Ni Dieu ni maître* : celui-ci est accusé de diffamation contre "l'entrepreneur du bassin de Villejuif" qui aurait commis un "vol de 4800 francs par an" sur les salaires de ses ouvriers

20 mai 1881

jugement : Mornaz est condamné à 2000 francs de dommages et intérêts

25 juin 1881

opposition par huissier de Mornaz contre ce jugement

13 juillet 1881

Le commissaire de police du quartier du Mail notifie au journal *le Cri du Peuple* l'ordre qui lui est donné d'enlever "le transparent lumineux disposé" au siège du journal, qui est de nature à "provoquer des désordres, à causer du tumulte sur la voie publique"

27 janvier 1889

DOSSIER "SOUSCRIPTION"1880-1885

Pour le journal *Ni Dieu ni metre* (sic) : cotisation de Granger (1881).

Quatre factures d'une "fabrique de fleurs", pour la confection de couronnes mortuaires pour Blanqui (janvier 1881) ;

deux récépissés de la Ville de Paris, attestant le paiement d'une concession perpétuelle ;

janvier 1881

un reçu de la mairie (même motifs) ; attestation de livraison d'une couronne mortuaire ;

janvier 1881

Pour l'érection d'un monument à Blanqui : annonce d'une réunion ;

20 mars 1881

cotisations de Oliva de Nice, de Piau et Granger (1881) ;

lettre du comité de souscription populaire du 20e arrondissement à son homologue du 13e arrondissement (s.d.)

Cérémonie à l'occasion de l'inauguration de ce monument : 9 lettres adressées à "l'ami Chauvière", chargeant celui-ci de représenter, à cette cérémonies, diverses formations ouvrières (1885)

NOTE D'HÔTEL DE BLANQUI POUR MAI ET JUIN 1880

QUATRE MANUSCRITS D'AUGUSTE BLANQUI [AP. 1845]

Réponse à un article signé Taschereau, "un dynastique, ami du *National*", paru dans la *Gazette rétrospective* (avant avril 1845).

-"Déclaration" parue dans le *Journal des débats* le 15 avril 1845, par d'"anciens membres de sociétés secrètes des Familles et des Saisons", expliquant que les faits cités dans la *Revue rétrospective* sont extraits de divers procès, et noms des signataires (12 avril 1848)

- Billet donnant un rendez-vous chez Emile Gautier (27 mars 1880).

- Une note portant adresse de quatre personnes (s.d.).

ELECTION DE BLANQUI À LYON 1880

Sommes reçues par le Parti des électeurs de Blanqui, coupure de presse sur le candidat (s.d.);

fascicule imprimé « la Lanterne » vantant les mérites de Blanqui (1880);

lettre collective aux électeurs lyonnais, en faveur de Blanqui (s.d.) ;

réponse anonyme et s.d. à un article de Ballue dans la *République du Rhône* datée du 19 mai 1880 ;

réponse du Comité Blanqui (s.d.), 1 pièce imprimée, profession de foi imprimée du Comité électoral (s.d.) ;

opuscule imprimé « Blanqui éligible » (1880), « Blanqui par Louis Combes », imp. (s.d.) ;

Blanqui à Lyon, 4 pièces imp. (s.d.);

« Amnistie », pièce imprimée en faveur de Blanqui (s.d.) ;

bulletins de vote pour Blanqui, Ferrer et Rochet (mai 1880) ;

vie de Blanqui (anonyme et s.d.).

CORRESPONDANCES ET TÉLÉGRAMMES ADRESSÉS À GRANGER APRÈS LA MORT DE BLANQUI, 9 PIÈCES

1880-1881

VAILLANT RACONTE, SUR SEPT FEUILLETS NON DATÉS, LA FIN D'AUGUSTE BLANQUI (DÉCEMBRE 1881)

LIGUE POUR L'ABOLITION DE L'ARMÉE PERMANENTE [SECRÉTAIRE, GRANGER]1883-1886

Epreuve pour une liste d'adhésions (comportant déclaration et statuts) envoyée par E. Petit (s.d.) ;

lettre de Breuillé en réponse, demandant une "nouvelle épreuve sur carte rouge"

2 octobre 1883

Envoi d'épreuves par l'Imprimerie des Alpes-Maritimes

26 juin 1883

lettre de Petit - écrite au verso d'un message de fabriquants de papier - précisant que la "carte que vous me demandez" ne peut se faire qu"en couché" et que son prix en est alors plus élevé

30 juillet 1883

Procès-verbal d'une réunion de la Ligue, paru dans l'*Intransigeant* (s.d.).

Bulletin : correspondance de E. Bergerol à un "cher ami", indiquant que l'imprimeur du *Bulletin* de la Ligue sera Roret à Chaumont (Haute-Marne) (nov. 1884) ; et donnant des consignes pour la déclaration à faire par le gérant du journal (nov. 1884) ;

lettre de Breuillé relative à la composition du *Bulletin* (nov. 1884).

Devis (s.d.) et format du *Bulletin* (s.d.).

17 lettres et un télégramme de Roret à Granger, sur la livraison du Bulletin (1884-1885) et facture de Roret pour mille tirages du *Bulletin* (juillet 1885).

« Ligue : état de la caisse » : reçu à Granger, quelques papillons où sont inscrits des comptes (s.d., 1885).

Comité central de la Ligue : feuilles de présence aux séances, comportant liste et adresses des membres

15 pièces (1884-1885 et s.d.) ;

un cahier broché comportant les mêmes indications, avec également composition du bureau de la Ligue, les noms des « députés et conseillers municipaux adhérant à la Ligue - avec dates d'adhésion (en général, 1883-1885).

Correspondance et bulletins imprimés pour recevoir les articles parus dans des journaux anglais sur le thème de l'abolition de l'armée permanente (1884 et s.d).

Listes d'adhésion, 32 pièces, (s.d.).

Désignation de délégués au Comité central : correspondance (1883-1886), 24 pièces.

Manifestes de sections de la Ligue (1884 et s.d.), 3 pièces.

Lettres autographes 1880-1894

D'Edouard Vaillant, lettre adressée à un "cher ami", comportant quelques phrases codées (1er mars 1880) ;

lettre à Granger fixant un rendez-vous (1887).

-De ... Antoine, soeur de Blanqui, id. (1885).

-Du Général Eudes, lettre personnelle adressée à "mon cher ami", sollicitant une aide pour une dénommée Jeanne, souhaitant divorcer (1894).

-D'Henri Rochefort à Granger exprimant ses opinions politiques alors qu'il était "proscrit" à Londres (17 mars 1890) ; deux petits mots sur carte de visite, l'un adressé au même Granger, l'autre à un "cher ami" (s.d.).

-De Jules Piat, adressée au rédacteur du journal *Ni Dieu ni maître*, lui demandant un exemplaire du journal "à titre d'essai" (février 1881).

- D'Eugène Royer, employé de moulins dans les Vosges, adressée au directeur du journal *Ni Dieu ni maître* et demandant qu'on lui envoie quelques numéros du journal afin qu'il puisse éventuellement s'abonner à un "journal extra radical" (juillet 1881) ; une autre, adressée au "citoyen rédacteur" du même journal, demandant qu'on lui envoie régulièrement les numéros, "aujourd'hui que [l']abonnement n'existe plus" (juillet 1883).

-De Jules Vallès, à Granger : invitation à dîner avec Constant Martin, afin de "parler de Blanqui et de la Villette dans [s]on *Enragé* (s.d.) ; invitation à dîner à un "cher ami", en compagnie de Leverdays (1888) ; lettre à un "cher ami" pour l'inviter à "trinquer avec les compagnons", dont Eudes (mai 1884.)

NUMÉROS DE JOURNAUX 1880 ; 1891

-Pétition (vierge) parue dans *Le Citoyen* pour "l'expulsion de France des Jésuites et des congrégations non autorisées" (1880).

-*Le Premier mai*, numéro exceptionnel publié sous les auspices de l'Union Républicaine Socialiste (1891).

-*Le Réveil social, organe des questions économiques et sociales*, n°73, annonçant un grand meeting socialiste le 20 juin 1891, avec Granger, au bénéfice des veuves et orphelins des victimes de Fourmies (21 juin 1891).

DEUX DESSINS MANUSCRITS INTITULÉS "LE CORRECTEUR" ET "LE TENEUR DE COPIE", AVEC EN-TÊTE DU JOURNAL *LE RADICAL* S.D.

DEUX TEXTES EN VERS, INTITULÉS "PERDU" ET SIGNÉ AUGUSTE CANADOR TRAITANT DES MENDIANTS (S.D)., ET UN CHANT ANONYME RÉVOLUTIONNAIRE POUR LES ÉLECTIONS DE 1889 (S.D.)

DOSSIER D'EXTRAITS DE PRESSE ET DE CHANSONS :1871-1888

Opuscule de L. Maria, ouvrier mécanicien, intitulé "Socialiste et paysan", en forme de dialogue.-Paris, A. Reiff, 1879.

Liste des étrangers auxquels l'entrée de la Belgique est interdite (pour l'essentiel des membres de la Commune).-Liège, C. Ledoux, 1871.

Chanson signée H.F. et intitulée "Coquins !" (9 avril 1880)

Chanson signée Ed. Legentil, intitulée "République républicaine" et dédiée à Amilcare Cypriani (18 mars 1871)

Chanson signée Labiénus, intitulée "L'Homme libre" et dédiée "au citoyen Vaillant" (s.d.)

"Délivrons Blanqui" poème anonyme imprimé (s.l., s.d.)

"L'élection Blanqui, chanson républicaine" sur l'air de la Marseillaise : chanson imprimée signée Paris, Bordeaux, impr. Faure, s.d.

Poème imprimé signé Achille Le Roy, intitulé "Un Monument à Blanqui", Paris, Marin, s.d.

"Cantate pour le banquet du 14 juillet 1880 à Vic-sur-Aisne" : chanson imprimée, signée Morlière, médecin à Vic.-Soissons, L. Couturier (s.d.).

"Les élections du 26 avril 1879 à Bordeaux, ou le triomphe de la candidature Blanqui" (sur l'air de Hoche) : chanson imprimée de Bertrand (Cuers), Toulon, Tardy, s.d.

"La nouvelle Marseillaise (...) pour l'anniversaire du 22 septembre 1792, fêté à Bordeaux dans l'Etablissement du Petit-Fresquet, 1878" : chanson imprimée de P.H. Lacourrière, Durand, Bordeaux (s.d.)

"A Louise Michel" : poème imprimé de Jules Blancard, "Félibre méridional", Saint-Paul-Trois-Châteaux, 25 juillet 1883.

"La Commune" par Henri Lespiau : poème imprimé, Toulouse, Coop. Nouvelle, s.d.

"Ma Commune, chant dédié aux communistes icariens, musique à faire" : chanson imprimée d'Eugène Chatelain, La Fère, Bayen, s.d.

"La Communarde, pot-pourri en vers libres par G.D.ON, proscrit et combattant de 1871", sur des airs variés : pièce imprimée, Bruxelles, novembre 1871.

"La Bataille", paroles de Gérault Richard, musique de Marcel Legay, "en vente aux bureaux du journal *La Bataille*" : partition imprimée, Paris, Faubourg Montmartre, s.d. (au dos, publicité pour le journal *La Bataille politique et sociale*, dont le rédacteur est Lissagaray : "toutes les personnes victimes d'un abus doivent s'adresser (...) à la Bataille.")

"Chant des Prolétaires", paroles d'Achille Le Roy, musique de Georges Lefèvre, "en vente à la Librairie socialiste internationale", Paris, Grandjean, s.d.

Billet rimé de Henriette Weis, "auteur de l'Obligation", en faveur du général Boulanger (s.d.)

Chanson "la Communeuse", sur l'air du chant des travailleurs, manuscrit anonyme et s.d.

Chanson de Ch. Goubert, intitulée "un escroc", envoyée au journal *l'Homme libre* pour une publication. Réponse négative (juillet 1888)

Chanson de Valentin Denis, 62 rue d'Allemagne, "la Frousse ministérielle", sur l'air de "en rev'nant d'la r'vue" (s.d.)

Pièce anonyme et manuscrite intitulée "les Titres de monsieur Thiers à la reconnaissance de la Nation" : " pièce imprimée à New-York en 1873 ; il s'agit, suivant une "légende" apposée, en marge, d'une protestation d'un groupe de réfugiés de la Commune (1871).

Numéro 39 de *la Révolution française*, daté du 2 ventôse an 87, 20 février 1879. "Fondé il y a un mois à peine, le journal (...) dépasse déjà un tirage de 25000 exemplaires".

Numéro 15 (dimanche 14 octobre 1888) de *La Loire socialiste*, paraissant le dimanche ; rédacteur en chef, J. Delmorès.

Numéro 2 de "Après le premier mai, la conquête des huit heures" (juin 1890), publication du "Parti de la propagande socialiste".

"Les Paysans", de Louise Michel et Emile Gautier : Paris, A. Carbillet (s.d.) : uniquement les 8 premières pages.